provoqué par différents types d'activité; de perfectionner les connaissances relatives aux méthodes de vérification et de faciliter les études relatives aux ressources, aux installations et au personnel. On reconnaît depuis longtemps qu'il existe un urgent besoin de documentation nouvelle et beaucoup plus considérable tant pour ceux qui travaillent dans ce domaine que pour le public en général, et sous les auspices du nouveau programme, il est possible de préparer, grâce aux efforts combinés des experts en la matière, une documentation de ce genre qui convienne aux besoins des Canadiens.

Une importante disposition de la loi permet de décerner des bourses d'études, de perfectionnement et d'entretien dans le but d'aider les personnes qui poursuivent des études professionnelles dans les disciplines de l'éducation physique, de la récréation ou des études médicales qui se rattachent à ces disciplines. Cette disposition devrait aider, grâce aux programmes déjà entrepris dans certaines provinces, à surmonter la grave pénurie de personnel préparé. D'autres dispositions permettent également de récompenser les réalisations en matière de santé et de sport amateur aux moyens de prix et de citations.

Par suite de la facilité avec laquelle elles peuvent être appliquées, les dispositions de la loi qui ont trait à l'encouragement et à l'élargissement de la participation canadienne aux épreuves sportives nationales et internationales ont vite retenu l'attention. A la fin de la première année financière pendant laquelle le programme a été appliqué, une contribution assez importante avait été fournie pour aider cette participation. La demande faite au Comité Olympique International pour que les jeux olympiques d'hiver aient lieu à Banff (Alb.) en 1968 avait également été appuyée.

En vertu de la loi, on peut accorder une aide à la construction d'installations destinées aux sports et à la récréation. Étant donné le prix élevé de ces installations et la demande presque illimitée de nouvelles installations, il est possible que ce genre d'aide soit réservé, en grande partie, à la construction de centres de formation nationaux ou régionaux qui desserviront chacun un grand nombre de Canadiens.

L'administration du programme est confiée au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social assisté d'une part d'un Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur formé de 30 personnes choisies dans tout le Canada qui présentent le point de vue de la population et, d'autre part, d'un Comité fédéral-provincial de personnes remplissant des fonctions de sous-ministre et qui présentent le point de vue des gouvernements directement concernés. Des comités d'experts donnent leur avis sur les questions techniques. On a ainsi institué une collaboration entre les gouvernements, les principaux organismes privés et le grand public en vue d'élaborer un programme véritablement canadien de participation aux initiatives de la santé et du sport amateur, programme qui englobera les points de vue de tous.

Section 3.—Programmes provinciaux du bien-être

L'assistance générale et les allocations sociales, notamment les allocations aux mères, ainsi que les divers services de bien-être qui s'y rattachent, les services destinés aux vieillards, le soin et la protection des enfants, sont les principaux programmes de bien-être régis par des lois provinciales du bien-être. Dans la plupart des provinces, la responsabilité administrative et financière d'un certain nombre de programmes est partagée entre les provinces et leurs municipalités. L'administration provinciale des services de bien-être, comme celle des autres secours provinciaux, est